

# LE DEVOIR

Exigez  
votre  
Télé  
choix!



VOL. LXXXIX - N° 247 - MONTREAL, LES SAMEDI 31 OCTOBRE ET DIMANCHE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 1998 6 CAHIERS - 1,95\$ + TAXES = 2,25\$

LES ARTS

La chronique d'Odile Tremblay: Quand le clown s'en mêle, page B



LES ARTS

Avec l'arrivée du millénaire, l'opéra est-il mort?, page B 1

CAHIER SPÉCIAL

Québec, une cité européenne en Amérique du Nord, page E 1

LIVRES

Marie Laberge, femme de feu et de passion, page D 1



PERSPECTIVES

## Parlons cru!

On n'a jamais autant parlé de fesses. Des galipettes présidentielles de Bill Clinton au Viagra, en passant par les maîtresses des députés républicains. Cette semaine, la France s'y met elle aussi.

Dans un livre au titre provocant, *La Putain de la République*, Christine Deviers-Joncour révèle avoir entretenu une relation amoureuse avec l'ancien ministre des Affaires étrangères et actuel président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas. «*L'amour est-il si gratuit?*», demande celle qui est soupçonnée d'avoir perçu 18 millions de dollars de la compagnie Elf pour influencer le ministre. Une forme de lobbying de charme...

L'affaire n'est que la dernière d'un automne où on n'a, tout compte fait, parlé que de sexe. A force d'entendre les correspondants à Washington nous entretenir des acrobaties sexuelles présidentielles à l'heure du petit déjeuner, il semble que quelque chose ait changé dans le merveilleux monde des médias. Comme si les bornes de la morale traditionnelle avaient été repoussées un cran en dessous de la ceinture. Surenchère temporaire? Peut-être pas.

Les deux grands reportages de *L'Express* de la semaine dernière portaient sur... devinez quoi. Le Viagra et Marilyn Monroe. Un numéro abondamment illustré qui avait de quoi réveiller le lecteur le plus engourdi. Cette semaine, *Paris Match* publie les photos de Roland Dumas et Christine Deviers-Joncour enlacés, en maillots sur la plage. L'autre grande affaire de l'automne n'a-t-elle pas été le PACS, cette loi qui devrait permettre à deux personnes d'un même sexe de convoler en justes noces. Ce qui faisait dire à l'écrivain Jacques Godbout de passage à Paris qu'en France aussi bien qu'aux États-Unis les politiques n'ont qu'une chose en tête.

La nouveauté, c'est que cet engouement s'intéresse pour une fois au corps de l'homme. On connaissait les mille et un replis de la sexualité féminine, depuis longtemps décortiquée dans nos médias. Mais la feuille de vigne semblait moins translucide, elle résistait au changement.

Cette ère est révolue. La publicité en est un magnifique révélateur. L'époque est finie où seules les femmes avaient le droit de dire: «*Demain, j'enlève le bas.*» On connaît le tapage fait autour des cigares Lewinski, lancés aux États-Unis. En France, magazines, placards du métro et pubs télévisées regorgent d'éphèbes sous la douche. La mode gaie n'y est pas étrangère. Et cela ne concerne pas que les eaux de toilette et la lotion après rasage.

Une publicité des Galeries Lafayette met en scène de respectables cadres d'entreprise jouant au poker. Sauf que l'un d'eux n'a gardé que ses chaussettes. Le fabricant de dessous féminins Dim n'a jamais été en reste pour ce qui est d'effeuiller la marguerite. Sa dernière réclame montre le strip-tease de trois étalagistes mâles dans une vitrine. Quant à ces deux hommes qui ne cachent que l'essentiel, allez savoir ce qu'ils annoncent: Vedior Bis, un fabricant de «*progiciels multimédias*»!

Voilà aussi que le lexique journalistique s'enrichit d'un vocabulaire proprement masculin. Ainsi, le très «*sonné*» Jacques Julliard écrivait récemment dans *Le Nouvel Observateur* que «*les néogaullistes ne sont le plus souvent que des éjaculateurs tardifs*». Le sujet de l'article était pourtant tout ce qu'il y a de moins bandant: la construction européenne.

Si l'Europe titille les éditorialistes, imaginez lorsqu'il est carrément question de coit. Une surprenante polémique a récemment opposé dans *Libération* les tenants et les pourfendeurs de la version clitoridienne de la chose.

Tenez-vous bien. Emmanuelle Deschamps, dont la profession est celle de «*professeur en activité*», entend de réhabiliter rien de moins que le phallus. Il en avait bien besoin, le pauvre. «*On ne voit pas au nom de quoi, écrit-elle, à la logique machiste [...] devrait se substituer comme seule alternative une érotique obligatoire de la papouille, du léchouillage et du suçotis, faite de guilguil savants, de chatouillis furtifs et de frôlements d'orteils qui renverrait la pénétration au rang des accessoires désuets et facultatifs.*» Et vlan dans les testicules!

Dans une très belle phrase, elle explique que le pénis «*symbolise la chair de l'Autre et tout ce qui fait la très mystérieuse et très désirable altérité de l'homme*».

Cela aurait fait plaisir à Casanova qui vient tout juste de réhabiliter Philippe Sollers. Est-ce un hasard si le livre sort cet automne? Dans un ouvrage passionnant (*Casanova l'admirable*, Plon), l'écrivain raconte comment l'impayable séducteur a été constamment censuré depuis deux siècles. Au point que son journal (*Histoire de ma vie*, Laffont), trois épais volumes écrits tout en français, n'est disponible en version intégrale et non censurée que depuis 1993.

N'est-ce pas Casanova d'ailleurs qui utilise le vieux mot français «*vit*» qui évoque tant la vie? Casanova n'était jamais à court de synonymes: foudre, coursier, agent principal de l'humanité. Dans ses moments les plus inspirés, il allait jusqu'à parler du verbe.

De là où il nous regarde, le tombeur doit rire dans sa barbe... et se demander où est passée la métaphore.

# Loblaw veut avaler Provigo

L'offre du géant ontarien survient au moment où la Caisse de dépôt, Métro-Richelieu et Provigo travaillaient à un projet de «*rapprochement*»

FRANÇOIS NORMAND  
LE DEVOIR

L'offre présentée hier par Loblaw pour acquérir Provigo au coût de 1,6 milliard de dollars arrive à un moment où la Caisse de dépôt et placement du Québec, Provigo et Métro-Richelieu travaillaient à un projet de «*rapprochement*» entre les deux chaînes d'alimentation québécoises.

«*Ce qui me déçoit [avec l'offre de Loblaw] c'est qu'on avait des pourparlers avec Provigo et la Caisse*», a confié hier au *Devoir* le président du conseil d'administration de

Métro-Richelieu, Jean-Pierre Boyer. On voulait créer un gros groupe québécois de l'alimentation pour faire face à la compétition américaine», a-t-il précisé, se disant convaincu que les Américains tenteront bientôt de percer le marché québécois, mondialisation oblige.

Les pourparlers avec Provigo ont débuté en août dernier, a indiqué M. Boyer. Hier matin, des représentants de Métro ont même rencontré des gens de la Caisse — principal actionnaire de Provigo et actionnaire de Métro-Richelieu avec 600 000 actions — pour discuter de ce projet de rapprochement.

Mais Loblaw est venue changer toute la donne hier. «*On*

est déçu. On aurait créé une grosse compagnie de la taille de Loblaw ou de Sobey's. Mais là, on se retourne et on veut vendre à des intérêts ontariens», a déploré M. Boyer.

Pour sa part, la Caisse a fait savoir hier qu'elle ne considérerait pas comme «*hostile*» l'offre de Loblaw. «*Sans avoir été sollicitée par la Caisse, cette offre n'en est pas pour autant considérée hostile*», a-t-elle indiqué hier, en fin de journée, dans un communiqué.

La Caisse a souligné qu'elle entendait «*examiner si le prix actuellement proposé reflète les améliorations apportées*

VOIR PAGE A 14: LOBLAW

## Au pays des citrouilles



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pouah! Si certaines citrouilles sont mignonnes avec leur rondeur parfaite et leur chair lisse, d'autres sont franchement repoussantes tant elles sont difformes et bossues. Le petit Kevin en a fait lui-même la constatation au Jardin botanique, hier. Ce soir, à la nuit tombée, une armée de méchantes sorcières et d'inquiétants robots prendront les rues d'assaut. Ils frapperont aux portes en quête de friandises. Plusieurs porteront une tirelire de l'Unicef. Mettez-y quelques sous pour que cette fête annuelle ait plus de sens...

## Une révolution en télévision

La transmission numérique débute demain aux États-Unis

Demain, c'est le début de la révolution. Enfin, c'est ce qu'on affirme aux États-Unis. Une révolution prévue, annoncée, qui n'a pas été demandée par le consommateur mais qui donnera lieu à une bataille de titans entre des dizaines de compagnies qui ne veulent que notre bien.

et ainsi de suite. Mais avant d'en arriver là, les obstacles sont tels qu'on se demande si effectivement on y arrivera...

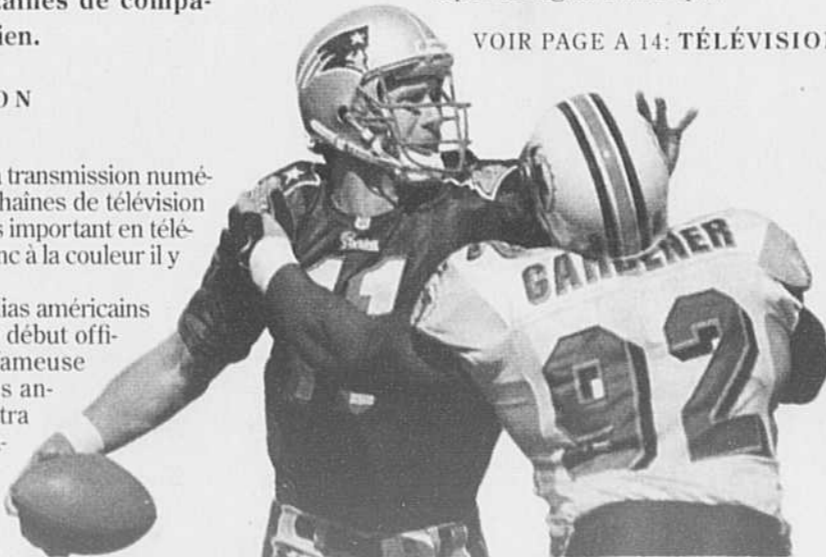
Ces derniers mois, quelques grands fabricants d'appareils se sont affairés à mettre sur le marché de nouveaux appareils de télévision à haute définition qui permettent de capter un signal numérique.

VOIR PAGE A 14: TÉLÉVISION

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Demain, c'est le début officiel de la transmission numérique dans une quarantaine de chaînes de télévision aux États-Unis. Le changement le plus important en télévision depuis le passage du noir et blanc à la couleur il y a 30 ans, dit-on.

Depuis plusieurs semaines les médias américains n'en peuvent plus: selon eux, c'est le début officiel du processus qui mènera à la fameuse «*convergence*» promise depuis des années, cette convergence qui permettra un jour de s'asseoir devant un mégas-appareil où l'on pourra commander à la pièce son émission de télévision préférée, naviguer sur Internet, tenir des vidéos-conférences avec ses amis



## Bouchard entend lui aussi réduire les impôts

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Saint-Jean-sur-Richelieu — Après Jean Charest, Lucien Bouchard s'est lancé hier dans une surenchère de baisse d'impôts pour les particuliers, qui atteindra sous sa gouverne 3,2 milliards d'ici cinq ans. Mais contrairement à son adversaire, les entreprises ne constituent pas une priorité dans la proposition du Parti québécois.

Lucien Bouchard a pris cet engagement lors de son passage à Saint-Jean-sur-Richelieu devant quelque 300 personnes participant à un dîner de la Chambre de commerce du Haut-Richelieu. Tableaux en main, M. Bouchard a

VOIR PAGE A 14: BOUCHARD

## ÉLECTIONS QUÉBEC 1998

- Bouchard rabroue Bourque, page A 2
- Charest défend son plan de santé, page A 3
- Un sénateur à la rescousse du PLQ, page A 2
- Michel Venne: l'alibi Chrétien, page A 4
- Guerre des chiffres entre PLQ et PQ, page A 3

### Sondage Sondagem-Le Devoir-CKAC

## Les Montréalais se résignent à réélire Bourque

Doré est en chute libre

CLAUDE BEAUREGARD  
LE DEVOIR

Le maire de Montréal, Pierre Bourque, se dirige vers une victoire facile aux élections municipales de demain. Mais c'est sans grand enthousiasme que les électeurs se préparent à le réélire. Par ailleurs, le candidat du parti Équipe Montréal, Jean Doré, est en chute libre et est maintenant chauffé par Michel Prescott, du RCM, pour la troisième place dans les intentions de vote.

C'est ce qui ressort d'un sondage Sondagem-Le Devoir-CKAC mené auprès de 646 personnes entre le 25 et le 28 octobre.

Ainsi, avant répartition des indécis, Pierre Bourque obtient l'appui de 35 % des Montréalais. Le candidat de Nouveau Montréal, Jacques Duchesneau, arrive loin derrière avec 18,9 %. La période de réflexion que s'est imposée Jean Doré a provoqué une spectaculaire chute de l'appui populaire à son endroit; il ne recueille plus que 12,8 % des intentions de vote, suivi de près par Michel Prescott du RCM, avec 11,6 %. La marge d'erreur du sondage est de 3,9 %.

Toutefois, si le maire Bourque semble assuré de la victoire demain, l'opinion populaire démontre qu'il n'est pas en position de pavaiser. En effet, la majorité des Montréalais (51,5 %) estime que Montréal doit absolument changer de maire; plus de la moitié (58,8 %) croient que des changements majeurs à l'hôtel de ville pourraient améliorer la situation de Montréal.

VOIR PAGE A 14: BOURQUE

MÉTÉO

Montréal  
Ciel variable.  
Max: 9 Min: 3

Québec  
Nuageux  
avec averses.  
Max: 6 Min: 2  
Détails, page C 11

INDEX

Annonces ..... C 12 Livres ..... D 1  
Les Arts ..... C 9 Le monde ..... A 10  
Avis publics ..... C 9 Les sports ..... C 14  
Bourse ..... C 8 Montréal ..... A 3  
Économie ..... C 1 Mots croisés C 11  
Editorial ..... A 12 Politique ..... A 7

www.ledevoir.com



## ÉLECTIONS QUÉBEC 1998

Le plan de santé libéral

## Le plan Charest ne révolutionne rien

85 % des services médicaux ambulatoires au Québec sont déjà dispensés par les cliniques médicales

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Le plan Charest en matière de santé, qui suggère d'éliminer les services médicaux de certains CLSC et de réduire les budgets des Régies régionales, ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme auprès des principaux acteurs du réseau.

Le programme du Parti libéral du Québec (PLQ), dévoilé jeudi, propose notamment de retirer aux CLSC des zones urbaines leurs services médicaux et que les cliniques médicales privées redeviennent la seule porte d'entrée, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, pour obtenir des soins médicaux hors des hôpitaux.

En réalité, le plan Charest ne révolutionne rien puisque 85 % des services médicaux ambulatoires au Québec sont déjà dispensés par les cliniques médicales. Si des services médicaux existent à des degrés variables dans les deux tiers des 145 CLSC du Québec, certains en sont encore totalement dépourvus. La moitié des 29 CLSC de l'île de Montréal ne comptent même pas de médecins.

Malgré tout, l'Association des CLSC et centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) croit qu'il faut à tout prix continuer à développer des services médicaux en CLSC.

«La transformation du réseau a été entreprise par le gouvernement pour réduire l'engorgement des salles des urgences. Si on retire les services médicaux en CLSC, ça enlève le droit du public de choisir ses services médicaux et d'avoir des services publics de première ligne», affirme Cécile Légaré, membre du conseil d'administration de cette association. La pratique en CLSC, qui se veut multidisciplinaire, nécessite la participation d'une équipe médicale complète, dit-elle.

Quant aux omnipraticiens, le plan Charest suscite chez eux beaucoup d'ambivalence. Selon le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), le Dr Renald Dutil, la disparition de services médicaux en CLSC serait une erreur certaine.

«On est bien heureux que le PLQ reconnaisse notre rôle, mais les médecins

de CLSC doivent aussi faire de la médecine familiale et ne peuvent morceler leur pratique. Il y a des problèmes sociaux, dont la santé mentale, où les CLSC, dotés d'équipes multidisciplinaires, sont beaucoup mieux équipés pour intervenir», affirme-t-il.

En fait, les omnipraticiens sont d'accord sur le fait que les CLSC doivent tenir compte de la présence des cliniques privées sur leur territoire pour établir leurs besoins médicaux. À ce titre, le plan Charest ne fait qu'énoncer noir sur blanc une situation qui existe déjà. Le gouvernement vient de créer des départements régionaux de médecine générale (DRMG) qui définiront les besoins globaux en effectifs médicaux sur leur territoire.

Par ailleurs, le Dr Dutil juge illogique de vouloir ouvrir des cliniques médicales 24 heures sur 24, sept jours sur sept. «Financièrement, aucune clinique médicale ne peut ouvrir 24 heures sur 24, sauf si le gouvernement lui verse des subventions spéciales. De toute façon, la demande ne le justifie pas. Les salles d'urgence peuvent répondre au service de nuit», affirme-t-il.

Le Dr Dutil réjette d'autre part les arguments du chef de la CSN, Gérard Larose, qui soutient que d'accroître le rôle des cliniques privées constitue une privatisation du système de santé. «Au Québec, les cliniques médicales n'ont de privé que le nom. Les services médicaux y sont gratuits comme ailleurs et ils sont entièrement défrayés par l'État. Il n'y a rien de privé là-dedans, hormis la gestion des infrastructures. M. Larose oublie la réalité», plaide-t-il.

Quant aux Régies régionales de la santé, que le plan Charest accuse d'engourdir un trop grand part des dépenses de santé (100 millions, selon le PLQ), elles s'en défendent féroce. Selon Paulin Dumas, directeur de la Conférence des Régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec, le budget des Régies n'accapare que 2 % du budget total de la santé. «Ce n'est pas élevé du tout, dit-il. On a un budget de 83 millions qui n'a pas bougé depuis 1995, ce qui nous a obligés à diminuer les effectifs de 9,8 %».

## Le plan libéral

Voici les points saillants du plan dévoilé par Jean Charest en matière de santé.

- Éliminer les services médicaux de première ligne dans les CLSC, sauf en zone rurale. En zone urbaine, les CLSC auraient plutôt une mission limitée à la prévention, aux services sociaux et au maintien à domicile
- des services médicaux en cliniques privées accessibles 24 sur 24, sept jours semaine dans chaque région du Québec

- annulation des compressions de 158 millions pour 1998-99
- revoir le rôle des régies régionales et alléger leurs coûts de fonctionnement
- suspendre les plans de transformation en cour (fermetures, fusions et réorganisation) dans les régies du Québec
- Assurance-médicaments: sabrer de moitié la prime maximale payée par les personnes âgées ou assistée sociale et élever le seuil au-delà duquel une personne seule doit cotiser au régime

## Charest défend son programme

Après l'avoir fait pour son plan de croissance économique, Jean Charest a dû défendre son programme «Pour un Québec en santé» hier à Montréal. Il a notamment soutenu son idée d'ouvrir des cliniques privées pendant 24 heures, comme nouvelles portes d'entrée du réseau de la santé.

MARIO CLOUTIER  
LE DEVOIR

Le chef libéral, Jean Charest, tient mordicus à ses cliniques médicales ouvertes 24 heures sur 24 et sept jours sur sept pour offrir des services courants aux citoyens en lieu et place des CLSC. Cette pierre d'assise du plan libéral en matière de santé coûtera quelque chose, reconnaît le chef du PLQ. Il retarde toutefois le dévoilement de ce montant en indiquant vaguement que les cliniques s'organiseront autour «des omnipraticiens qui développeront un système cohérent».

«Si on est capable de faire ça dans les pharmacies, questionne M. Charest, si on peut faire ça pour toutes sortes d'autres services dans notre société, pourquoi ne pouvons-nous pas dans le domaine de la santé ouvrir les cliniques médicales où les médecins omnipraticiens peuvent jouer leur rôle?»

Les libéraux veulent agir rapidement, a insisté M. Charest, qui sortait d'une visite du pavillon de radio-oncologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Il a rappelé qu'il n'y a que 37 radio-oncologues au Québec en ce moment qui effectuent le double et le triple du travail normal. Il a souligné les problèmes d'engorgement des équipements, du manque de planification des ressources, de la formation et des quotas de rémunération. Une série de gestes peuvent être faits rapidement, dont l'ouverture de cliniques 24 heures sur 24.

«Ça coûte quelque chose. On l'admet, on le reconnaît, mais on pense que c'est là où on doit agir rapidement pour donner de la cohérence à notre système de soins de santé.»

Il souligne que les structures ac-

tuelles permettent déjà de transférer des responsabilités vers les cliniques privées puisqu'un projet de loi a été voté en ce sens à l'Assemblée nationale. Les CLSC, dans l'esprit du plan libéral, continueraient d'offrir des services en médecine préventive et communautaire et des soins à domicile. Les services courants toutefois doivent être offerts par les cliniques, dit-il.

Pourtant, certains intervenants en santé contestent la vision libérale. Interviewé par Radio-Canada, l'administrateur de la clinique privée Maisonneuve-Rosemont, Marc de Bellefeuille, estime que l'ouverture de cliniques durant 24 heures est «possible, mais pas faisable».

«La nuit, le volume ne justifierait pas une structure double.» Selon lui, ce sont des cas lourds qui se présentent à l'hôpital la nuit, des patients qui nécessitent souvent une hospitalisation. En outre, dit M. de Bellefeuille, cette mesure impliquerait des coûts énormes qui seraient mieux investis, selon lui, dans le réseau ambulancier.

Par ailleurs, Jean Charest ne remet pas en cause le virage ambulatoire de Jean Rochon, mais critique la façon dont il a été entrepris. Les compressions budgétaires ont piraté la réforme qui, convient-il, ne pouvait toutefois pas échapper à la réalité sociologique.

«La toile de fond des changements dans le système des soins de santé, c'est le phénomène de vieillissement de la population. C'est vrai au Québec plus qu'ailleurs.»

Le chef libéral soutient qu'il dévoilera bel et bien les coûts des mesures qu'il propose au cours de la campagne, mais plus tard, en dressant un tableau global des engagements libéraux.

## La guerre des chiffres est lancée

Charest accuse Bouchard d'induire la population en erreur

MARIO CLOUTIER  
LE DEVOIR

Saint-Hyacinthe - Jean Charest accuse le premier ministre Bouchard de plagier les libéraux en proposant lui aussi des réductions d'impôt. Le chef du PLQ affirme que le Parti québécois tente d'induire la population en erreur en présentant lui aussi un plan de croissance qui tente de surpasser le programme libéral en manquant toutefois de rigueur. Devant cette mauvaise foi, M. Charest conclut à l'incompétence économique du gouvernement qui ne fait, selon lui, qu'improviser avec de l'argent de Monopoly.

«Ça nous démontre que le Parti québécois, lorsqu'il a commencé la campagne électorale, en n'avait pas de plan. Ils en ont pas fait de réflexion sur l'avenir économique du Québec.»

Devant environ 200 militants hier soir à Saint-Hyacinthe, le chef libéral a souligné que les péquistes ont mésestimé volontairement le plan du PLQ afin de laisser croire à un déficit de 600 millions. Selon lui, l'adversaire péquiste en est réduit à faire peur, à manquer de rigueur et à imiter le plan de croissance du Parti libéral.

Le plan de croissance péquiste annoncé hier, expliquent les libéraux, a quant à lui surestimé le coût de l'abolition de la taxe sur le capital de 1,2 milliard en le calculant sur une base de cinq ans. Or, les libéraux proposent en fait une baisse graduelle de cette taxe, mais seulement à partir de la deuxième année d'un futur mandat, ce qui laisserait les finances publiques avec un surplus de 600 millions au lieu d'un déficit.

Devant cette guerre de chiffres naissante qui confirme que les libéraux avaient raison de vouloir baisser



les impôts, M. Charest a eu ce conseil pour les électeurs québécois: «ils auraient intérêt à suivre celui qui est le plus constant.»

Il y a dix jours, rappelle M. Charest, le ministre des Finances, Bernard Landry, déclarait que son gouvernement n'avait pas l'intention de promettre des réductions massives d'impôts, alors qu'ils tentent maintenant d'initier une surenchère. Il soutient que le plan libéral, lui, se base depuis le début sur des estimations conservatrices d'une hausse de la croissance économique. Le leadership du discours économique appartient au PLQ, conclut M. Charest. Le plan dévoilé hier par le PQ vient le confirmer, comme il le confirme que le moment joue désormais en faveur des libéraux.

«Ils sont obligés de nous suivre, ils sont obligés de nous imiter. Ça veut dire que la campagne va bien.»

## Leurs Honneurs, Messieurs les Maires

## Exposition

Une campagne électorale, hors de l'ordinaire, bat son plein au Centre d'histoire de Montréal. Découvrez l'histoire des maires, de Jacques Viger à Jean Drapeau. Caricatures, artefacts et anecdotes brosent un tableau divertissant de la scène municipale de 1833 à 1986.



Centre d'histoire de Montréal  
335, place d'Youville  
Vieux-Montréal  
(Métro Place-d'Armes ou Square-Victoria)  
Renseignements : 872-3207  
http://www.ville.montreal.qc.ca/chm

## JUSQU'AU

6 DÉCEMBRE 1998  
Du mardi au dimanche,  
de 10h à 17h  
Droits d'entrée :  
De \$5 à 4,50\$

Centre d'histoire de Montréal  
335, place d'Youville  
Vieux-Montréal  
(Métro Place-d'Armes ou Square-Victoria)  
Renseignements : 872-3207  
http://www.ville.montreal.qc.ca/chm



## LIDEC

## NOUVEAUTÉ

## FOCUS

## A CLEAR PICTURE OF ENGLISH

Anglais, langue seconde  
primaire intensif, secondaire, collégial  
Thérèse Caron, Nicole Gaulin

112 pages, 8,95 \$

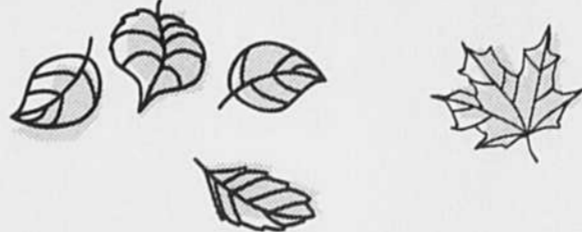
Enfin l'outil indispensable pour toute communication signifiante

- interaction
- production écrite
- production orale
- compréhension écrite
- compréhension orale
- coopération
- solutions
- autonomie

Siège social :

LIDEC inc., 4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville, Montréal (Québec) H2W 2H5  
Téléphone: (514) 843-5991 Télécopieur: (514) 843-5252  
Adresse internet : http://www.lidec.qc.ca

collecte de feuilles



## Montréal recycle vos feuilles mortes.

Cet automne, participez aux collectes de feuilles les mercredis 21 et 28 octobre, 4 et 11 novembre.

Placez les feuilles dans des boîtes de carton, des poubelles ou des sacs de plastique et déposez-les sur le trottoir devant votre résidence, avant 8 heures le mercredi matin.



Ville de Montréal  
écoquartier

## PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE

## POUR LA PROMOTION DU FRANÇAIS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL DE 10 À 49 EMPLOYÉS

## À qui s'adresse l'aide financière?

Aux petites entreprises (10 à 49 personnes)  
À des regroupements, tels :

- les comités paritaires,
- les associations patronales,
- les associations syndicales,
- les organismes communautaires,

en vue d'organiser, au bénéfice de leurs membres travaillant dans ces petites entreprises, des activités de francisation.

## Quelles sommes peuvent être accordées à titre d'aide financière?

Pour tout projet soumis, une somme maximale de 25 000 \$ pourra être accordée. Toutefois, si le projet soumis touche l'ensemble des travailleurs et travailleuses d'un secteur d'activités économiques, la somme peut atteindre 50 000 \$.

Toute demande d'aide financière doit être adressée à l'Office de la langue française au plus tard le 31 janvier 1999.

Pour obtenir plus de renseignements et des formulaires d'inscription :  
Téléphone : (514) 864-2740 Télécopieur : (514) 864-3948

Gouvernement du Québec  
Office de la langue française

N'importe qui peut souffrir d'une maladie inflammatoire de l'intestin, quel que soit son âge, sa race ou son sexe.

Fondation canadienne des maladies inflammatoires de l'intestin  
Crohn's and Colitis Foundation of Canada

Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez visiter notre page locale (www.ccfcc.ca) ou téléphoner au (800) 461-4683

ENTRETIENS INÉDITS

Un moment exceptionnel!  
Dans un climat de confiance, Denise Bombardier nous entraîne dans une salutaire interrogation sur la qualité de l'information à la télévision et pose un regard lucide sur sa vie, son métier, ses amours...

DENISE BOMBARDIER  
TÊTE FROIDE  
CŒUR TENDRE

Un homme libre!  
Au-delà des anecdotes et des intrigues qui se trament dans les coulisses du pouvoir, Claude Castonguay fait le bilan des grandes réformes sociales au Québec et nous amène dans les méandres de son jardin secret.

CLAUDE CASTONGUAY  
UN ARTISAN DU QUÉBEC MODERNE

DÉJÀ PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

Jean-Claude Turcotte - L'homme derrière le cardinal

René Dupéré - Le créateur de la musique du Cirque du Soleil

NOVALIS

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## TÉLÉVISION

SUITE DE LA PAGE 1

De l'autre côté, des télédiffuseurs ont préparé des émissions qui seront tournées en numérique et préparées en numérique. Ainsi, ABC prévoit de diffuser demain le film *Les 101 Damalians* en numérique et prépare pour les prochains mois la diffusion d'une vingtaine de films. CBS prépare la diffusion de matchs de football. PBS prépare même un documentaire sur Frank Lloyd Wright où l'on pourra télécharger des données, des images exclusives, des sons de son ordinateur en même temps que l'émission sera diffusée.

Mais tout cela coûte horriblement cher et pour le moment les grands réseaux ne prévoient pas de diffuser plus de quelques heures par semaine. La transmission en numérique (*digital TV*) fait partie du même langage que les lecteurs CD et que les ordinateurs, alors que les signaux télévisuels actuels sont transmis en mode analogique. Quel en est l'avantage? Des images qu'une qualité jamais vue, un son de qualité CD, et plus tard la possibilité, à partir de son téléviseur, d'obtenir non seulement les signaux de télévision mais aussi des jeux vidéo, des émissions et des films à la pièce.

Mais avant de vous précipiter lundi pour vendre vos vieux téléviseurs, lisez bien ce qui suit.

Pour le moment il n'existe aucun appareil unifié, aucun système de transmission adopté par tous, et on n'a aucune idée du modèle technologique qui dominera le marché.

Les premiers appareils de télévision numérique à haute définition, commercialisés principalement par Panasonic, Mitsubishi et Toshiba, coûtent actuellement entre 5500 et 10 000 \$ US. Inutile d'ajouter que seuls certains maniaques en possèdent. Certains appareils contiennent tout ce qu'il faut à l'intérieur de leur boîte. D'autres proposent plutôt des décodeurs situés à l'extérieur du téléviseur haute définition pour capter les signaux numériques. On doit capter le signal par voie des airs grâce à une petite antenne. Mais les câblodistributeurs s'en viennent avec leur propre système et c'est la course pour savoir qui prendra le marché le premier. Aux États-Unis les câbles affirment qu'ils seront en mesure en 2001 d'offrir 300 canaux de télévision, des signaux numériques, un accès haute vitesse à Internet pour l'ordinateur et une sorte de navigation primitive sur Internet sur un téléviseur numérique. Promesse qui reste à prouver.

Et si vous croyez qu'il s'agit là de délirer de compagnies en mal de profits, détrompez-vous: le gouvernement américain a officiellement autorisé et même balisé par voie de règlement le passage au mode numérique. Il est même prévu que les télédiffuseurs continueront de diffuser en mode traditionnel jusqu'en 2006... et ensuite les signaux traditionnels seront bloqués. À la fin de la prochaine décennie, il faudra donc acheter un petit décodeur pour continuer à regarder la télévision sur un vieux téléviseur.

D'autres spécialistes affirment que la majorité des foyers américains ne passera pas au numérique avant 20 ans. Le magazine *Business Week* écrivait dans sa dernière édition que la télé numérique à haute définition n'a jamais été liée à aucune demande du marché qui soit prouvée. Mais tout le monde fait comme si, alléchés par les nombreuses possibilités technologiques qui pourraient permettre dans un avenir plus lointain d'obtenir mille chaînes de télévision, des milliers de films et de jeux électroniques en trois dimensions sur son téléviseur...

Au Canada on dispose d'un grand avantage: le passage au numérique n'est pas prévu avant un an et demi ou deux et pendant ce temps on pourra apprendre des erreurs et des bons coups des Américains. C'est Michael McEwen qui le dit. Ancien cadre de Radio-Canada/CBC, il préside maintenant Télévision numérique canadienne, un regroupement de 25 membres dont tous les grands télédiffuseurs au pays, les câblodistributeurs, etc.

«Les représentants de tous ces groupes se réunissent chez nous pour mettre sur pied un plan global, explique-t-il. Nous aimerions pouvoir commencer la diffusion en numérique en même temps par voie des airs, par le câble et par le satellite.» Mais les coûts sont considérables. À eux seuls les télédiffuseurs privés canadiens évaluent qu'il leur en coûtera, au total, 500 millions pour transformer leurs installations afin de passer au numérique. Réaliste, Michael McEwen ne croit pas que l'on puisse naviguer sur Internet dans un avenir proche sur de tels téléviseurs: «Le potentiel est là, dit-il, mais on voudrait procéder de façon graduelle. Mais dans 20 ans peut-être...»

Une chose est sûre: au Canada on sait qu'il faudra y passer. Le cauchemar de l'industrie est le suivant: ne rien faire et se retrouver dans trois ou quatre ans avec un téléviseur numérique haute définition en vente à moins de 1000 \$ rue Sainte-Catherine, avec une petite antenne qui pourrait capter des États-Unis 300 canaux d'une qualité visuelle et sonore parfaite.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7443, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

## Chevrette veut ramener à l'ordre «les pisse-vinaigre»

Le ministre s'en prend publiquement à un journaliste de Radio-Canada

La commission Doyon sur les petites centrales privées avait conclu que Québec ne devait plus aller de l'avant dans ce dossier sans avoir préalablement examiné par le truchement d'un organisme indépendant la pertinence sociale, environnementale et économique de cette filière controversée. Pour le ministre des Ressources naturelles, Guy Chevrette, cet examen n'est plus nécessaire depuis que le gouvernement a décidé que les municipalités et les communautés autochtones obtiendraient une part des bénéfices financiers.

LOUIS-GILLES FRANCEUR LE DEVOIR

Le ministre des Ressources naturelles, Guy Chevrette, a l'intention de lancer un «appel d'intérêt» auprès des producteurs privés de petites centrales hydroélectriques avant même la conclusion des travaux de la Régie de l'énergie visant à déterminer le «quota» de mégawatts qu'il conviendrait de réserver à cette filière controversée.

C'est ce qu'a précisé dans une entrevue au *Devoir* le ministre Chevrette qui avait rencontré quelques heures plus tôt les promoteurs hydroélectriques du Québec, soit les membres de l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME) — l'ancien «club» de l'électricité du Québec — et ceux de l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable (AQPER), qui regroupent maintenant les grands consommateurs industriels et les promoteurs de petites centrales et de parcs éoliens. Le ministre Chevrette devait mettre de côté son annonce sur l'appel d'intérêt, qui permettrait aux promoteurs privés de désigner le patrimoine aquatique qu'ils entendent harnacher à leurs fins, au profit d'une sortie intempestive contre tous les groupes, organismes et médias qui questionnent la politique du gouvernement et d'Hydro-Québec en vue de faire du Québec «la plaque tournante» de l'énergie dans l'est de l'Amérique grâce à ses multiples ressources et

son expertise.

Le ministre Chevrette a commencé par dire aux quelque 150 membres des deux associations économiques qu'il était temps de «ramener à l'ordre les pisse-vinaigre» qui critiquent les efforts des promoteurs du secteur énergétique, des gens, a-t-il renchéri «qui ne voient rien de bon» dans quoi que ce soit.

«Ça m'écoeure, a-t-il dit avec un peu d'appréhension dans la voix en réalisant que *Le Devoir* était présent, de voir des gens qui ne cherchent qu'à se planter les uns, les autres», une allusion visant vraisemblablement le fait que plusieurs segments du monde industriel se sont alliés aux écologistes et aux consommateurs contre les autres forces industrielles qui bénéficieraient des éventuels projets.

Délaissant finalement les «petites chapelles et les petites sectes» qui surveilleraient ses politiques, le ministre devait par ailleurs s'en prendre publiquement au journaliste «Michel Morin, le démolisseur en chef», pour sa couverture des quatre grandes institutions économiques du Québec, Hydro-Québec, la SGF, le mouvement Desjardins et la Caisse de dépôt.

En entrevue au *Devoir*, M. Chevrette s'est même demandé «si ce n'est pas télécommandé.»

Guy Chevrette estime que le déclenchement d'un «appel d'intérêt» ne préjuge ni des conclusions des régisseurs, ni du travail critique de ceux qui voudront questionner sa politique.

*Le Devoir* a appris en fin d'après-midi que c'est le président de la Régie, Jean A. Guérin, qui a lui-même

suggéré au ministre Chevrette de procéder à cet appel d'intérêt dans une lettre datée du 29 juin. M. Guérin précise que la Régie ne pourra produire son rapport sur la petite hydraulique avant le printemps prochain.

«Afin de ne pas retarder le développement de cette filière énergétique, écrit le président de la Régie, permettez-moi de souligner, qu'à mon avis, rien n'empêche votre ministère au cours de l'automne prochain de procéder à la sollicitation de «propositions d'intérêt» en vue de dresser un inventaire et de classer les projets privés susceptibles de faire partie, plus tard, d'un processus formel d'appel d'offres sur la base des paramètres volumétriques et commerciaux sur lesquels la Régie émettra son avis.»

Hier, on pouvait voir côte à côte à la table d'honneur du dîner-conférence, les deux promoteurs du programme des petites centrales, soit le ministre Chevrette et le président des producteurs privés, Gilles Lefrançois, lequel pouvait discourir à sa gauche avec le président de la Régie et sa voisine, la sous-ministre adjointe du ministère de l'Environnement et de la Faune, Kathleen Carrière, l'autre contrôleur du programme des petites centrales...

Le ministre Chevrette a d'ailleurs réalisé rapidement le caractère délicat de la présence du président Guérin: «Étant donné qu'ils sont un tribunal administratif, a-t-il déclaré dans son discours, je peux le saluer, pas plus.»

D'autre part, le ministre Chevrette a précisé que plusieurs associations industrielles, qui n'ont pas participé aux travaux de la Régie, ont décidé de le seconder dans ses efforts pour évaluer les impacts économiques et fiscaux de l'Avis de cet organisme, qui préconise un examen public de tous les coûts de production d'Hydro-Québec. La coalition arc-en-ciel, formée de la plupart des groupes et institutions ayant participé aux audiences, a décidé de boycotter ces comités et d'exiger du gouvernement qu'il se commette maintenant en faveur de ce verdict de la Régie.

## L'Halloween tourne au drame en Suède

ASSOCIATED PRESS

Göteborg — La Suède sous le choc: 65 jeunes sont morts et 157 autres ont été blessés dans l'incendie encore inexplicable qui a ravagé tôt vendredi une salle transformée en discothèque à Göteborg, dans le sud-ouest du pays. Des centaines d'adolescents participaient à une fête organisée par une association d'immigrés macédoniens à l'occasion d'Halloween.

Le sinistre, qui semble avoir été précédé d'une explosion, est le plus meurtrier de l'histoire contemporaine suédoise. En 1978, 20 personnes avaient péri dans l'incendie d'un hôtel à Borås.

La police judiciaire a précisé que la grande majorité des

victimes étaient mortes par suffocation en raison de la fumée et des gaz toxiques dégagés par le feu. Cinquante-neuf corps ont été découverts sur place et six autres jeunes ont succombé après leur évacuation. Le dernier bilan, encore provisoire, faisait état de 57 personnes traitées en unités de soins intensifs, dont sept dans un état jugé très grave.

Parmi les victimes, la police a recensé pas moins de 19 nationalités, des ressortissants yougoslaves ou de l'ex-Yougoslavie en majorité, mais aussi des Latino-Américains, des Somaliens, des Ethiopiens, des Irakiens, des Iraniens et quelques Suédois. «Cela m'a fait penser aux chambres à gaz d'Auschwitz», a déclaré un responsable des services de secours, Lennart Olin, en décrivant ce qu'il avait vu en pénétrant dans les locaux noircis de la salle des fêtes.

## LOBLAW Une transaction de 1,6 milliard

SUITE DE LA PAGE 1

et correspond au potentiel de croissance de la compagnie autant pour le Québec que l'Ontario et l'étranger.

Dans son communiqué, la Caisse a par ailleurs précisé que, dans ces circonstances, «d'autres options devront également être étudiées dans l'intérêt des actionnaires, de la compagnie et de l'ensemble de l'industrie, et ce, avant qu'une décision ne soit prise».

La porte-parole de la Caisse, Isabelle Tremblay, n'a pas voulu confirmer ou infirmer qu'il y avait des pourparlers entre la Caisse, Provigo et Métro en vue d'un rapprochement. Mais elle a toutefois laissé échapper que les impacts d'une éventuelle fusion entre Provigo et Métro «faisaient partie des options qui vont être étudiées au cours des prochaines semaines».

De son côté, Québec a refusé hier de commenter l'offre de Loblaw. Mais lors d'une conférence de presse, Lucien Bouchard et Bernard Landry ont déclaré à la gloire que cela prouvait que les Ontariens ne faisaient guère de cas de l'incertitude politique qui prévaut au Québec.

## Une offre «amicale»

Après des années de rumeurs, le géant ontarien de l'alimentation Loblaw a donc finalement déposé une offre d'achat «amicale» pour acquérir Provigo au coût de 1,6 milliard de dollars.

Avec un chiffre d'affaires de 18 milliards, la nouvelle société deviendrait ainsi le plus gros joueur de l'industrie canadienne de l'alimentation.

La suspension des transactions sur les titres de Loblaw, Provigo et Weston (qui détient environ 80 % des actions de Loblaw), dès l'ouverture des Bourses de Toronto et de Montréal hier matin, avait mis la puce à l'oreille de tous les observateurs financiers.

Loblaw (qui contrôle près de 30 % du marché de l'alimentation dans les Maritimes, 38 % en Ontario et environ 19 % dans l'Ouest canadien) offre aux actionnaires de Provigo 15 \$ par action ordinaire de Provigo, sous forme de 0,25 action ordinaire de Loblaw et de 7,25 \$ comptant.

Les actionnaires de Provigo auront quant à eux le choix d'être payés sous forme d'actions ou comptant, ou une combinaison des deux, étant entendu que la considération totale pour toutes les actions de Provigo sera de 27 millions d'actions de Loblaw et de 783 millions (la portion en espèces).

Le prix de 15 \$ par action ordinaire représente une prime de 52 % par rapport au titre à la fermeture de la Bourse de Montréal jeudi, qui était de 9,90 \$. Quant au titre de Loblaw, il avait terminé la journée de jeudi à 31 \$.

Hier, le titre de Provigo a clôturé à 13,65 \$ et celui de Loblaw à 28,75 \$. Le fait que l'action de Provigo n'ait pas clô-

## BOUCHARD

SUITE DE LA PAGE 1

expliqué la teneur du «cadre financier» permettant de chiffrer les engagements électoraux du PQ.

«Dans cinq ans, le fardeau fiscal des ménages sera réduit de 9 %, ce qui équivaut à ce que dit M. Charest. Et si on ajoute la baisse d'impôts de 500 millions entrée en vigueur cette année, notre gouvernement aura permis en six ans une baisse de 12 % du fardeau fiscal des particuliers», s'est engagé le premier ministre sortant.

Mais les contribuables devront attendre encore un an et demi avant de bénéficier de ces promesses alors que, du côté libéral, l'allègement du fardeau fiscal débuterait dès 1999. Le PQ entend favoriser les familles de classe moyenne, ce que ni M. Bouchard ni le ministre des Finances, Bernard Landry, a sué pour définir. Tout au plus, ce dernier a souligné qu'un individu ayant un revenu annuel de 50 000 \$ faisait partie de cette catégorie. Le Parti québécois se réserve les détails pour créer un autre événement électoral.

Quant au choix d'ignorer les entreprises, Bernard Landry a apporté des précisions en conférence de presse. «Ce n'est pas un de nos problèmes véritables et urgents de baisser les impôts des entreprises. Le rapport annuel de Price Waterhouse nous apprend que notre fiscalité est concurrentielle et en particulier pour les entreprises qui font de la recherche et du développement. Nous sommes en meilleure position que l'Ontario, que la Nouvelle-Angleterre», a assuré M. Landry.

Pour parvenir à la réduction des impôts des particuliers, le chef du PQ estime pouvoir dégager un surplus de 5,8 milliards au cours d'un prochain mandat. Avec l'atteinte du déficit zéro, le PQ évalue à 13,3 milliards la croissance des revenus gouvernementaux. «C'est conservateur et à la fois réaliste. La projection est de 2 % de croissance par année, l'inflation à 1,5 % [...] Évidemment, il y a des si», a convenu M. Bouchard.

De cette somme de 13,3 milliards, il faut soustraire 7,8 milliards correspondant à la fin des compressions dans les services directs et indirects en santé et en éducation. M. Bouchard a identifié ce dernier élément comme un «filet social de base du Québec».

Le montant restant, soit 5,8 milliards, serait principalement affecté, dans une proportion de 55 %, à réduire les impôts des particuliers (3,2 milliards). Quant aux 2,6 milliards résiduels, la proposition péquiste prévoit de les utiliser pour financer des engagements électoraux.

Le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, a donné l'exemple des redevances de 800 millions (selon le gouvernement) des enseignants pour l'obtention de l'équité salariale, qui pourraient être payées à même cette enveloppe de 2,6 milliards. Il a toutefois ajouté que les demandes syndicales pourraient également être absorbées dans les 7,8 milliards de réinvestissement dans les secteurs sociaux.

Dans le plan financier péquiste, rien ne concerne le remboursement de la dette du Québec, qui s'élève à 80,9 milliards. «L'immense majorité des économistes et analystes financiers vont vous dire que ce qui presse le plus, ce n'est pas de rembourser la dette mais de contrôler le déficit», a souligné M. Bouchard. Après avoir présenté son plan aux gens d'affaires, Lucien Bouchard a critiqué les intentions de son vis-à-vis libéral en matière de baisse d'impôts, l'accusant de prendre des engagements électoraux qui généreront à terme un déficit de 600 millions. «Ça va creuser, mes amis, ça va creuser comme aux belles années du dernier mandat déficitaire libéral», a lancé M. Bouchard.

Ce dernier a poursuivi sur la même lancée: «M. Charest n'a donc aucune marge de manœuvre pour de nouvelles initiatives de développement du Québec. C'est son fameux gel des dépenses, pas un sou de plus pour les familles et pour les garderies, pas un sou de plus pour l'emploi et le développement économique, pour les programmes sociaux, pour la lutte contre la pauvreté et pour les régions.»

## BOURQUE

La lutte pourrait être plus serrée que prévu

Il s'agit d'une situation très particulière, estime le sociologue Jean Noisieux, président de Sondagem. «Le sondage nous révèle des éléments qui, habituellement, ne vont pas très bien ensemble, constate-t-il. Les gens nous disent qu'ils vont voter Pierre Bourque, mais qu'ils en sont déçus.»

Une chose, par contre, est très claire: les hésitations de Jean Doré lui ont beaucoup nui. «Ce qui me frappe, ce n'est pas l'écart entre Pierre Bourque et Jacques Duchesneau, mais celui qui s'est créé entre Jacques Duchesneau et Jean Doré. Les événements de la dernière semaine ont clairement positionné le candidat de Nouveau Montréal comme étant le seul véritable adversaire au maire Bourque», affirme Jean Noisieux. «Cette nouvelle donne, très intéressante, peut nous faire croire que l'élection de dimanche pourrait être finalement plus serrée que prévu.»

## Quelques tendances

L'enquête Sondagem-*Le Devoir*-CKAC permet, par ailleurs, de dégager plusieurs tendances intéressantes concernant le scrutin de demain:

■ **Plus les électeurs sont âgés, plus ils favorisent Pierre Bourque.** Jacques Duchesneau peut se vanter d'avoir la faveur des électeurs plus jeunes: c'est lui qui domine la course chez les moins de 25 ans, recueillant 31,1 % du vote, alors que Pierre Bourque rejoint 28,6 % de ces électeurs. Mais cette tendance se renverse rapidement. Les électeurs âgés de plus de 35 ans donnent nettement leur vote au maire sortant. Jean Doré et Michel Prescott n'obtiennent la faveur populaire dans aucune catégorie d'âge.

■ **Scolarisés ou non, les électeurs font confiance à Pierre Bourque.** Bien que l'appui ait tendance à diminuer quelque peu si le répondant est plus scolarisé, Pierre Bourque obtient quand même la faveur des électeurs décidés ayant complété des études au niveau secondaire (49,6 %), collégial (42,8 %) et universitaire (40,6 %).

■ **Un électoral divisé.** En général, les Montréalais se montrent très critiques concernant l'administration municipale sortante. Ainsi, près de la moitié des répondants (48,9 %) affirment être tout à fait en désaccord ou plutôt en désaccord avec l'affirmation suivante: «Pierre Bourque mérite une seconde chance à l'hôtel de ville.» Un pourcentage encore plus élevé (52,5 %) croit que le maire de Montréal n'est pas respecté par le gouvernement du Québec. Plus de sept répondants sur dix croient que la division de l'opposition favorise la réélection de Pierre Bourque.

■ **Dans les quartiers, Vision Montréal est en avance.** Bien que le taux de discrets soit beaucoup plus élevé pour cette question que pour l'ensemble du sondage, c'est l'équipe de Vision Montréal qui est en avance dans les districts. Celle-ci reçoit les votes de 22,4 % des répondants (avant répartition des indécis), contre 15,8 % pour Nouveau Montréal, 9,5 % pour Équipe Montréal et 9,3 % pour le RCM.

■ **Qui va gagner?** Peu importent les préférences personnelles de nos répondants, notre sondage révèle que les électeurs croient à 74,7 % que Pierre Bourque sera le prochain maire de Montréal. Jacques Duchesneau suit avec... 8,9 %.